

Discours

Saint-Nazaire

21 mai 2021

Monsieur le maire de Saint-Nazaire, cher David SAMZUN,

Monsieur le président du conseil départemental de Loire Atlantique, cher Philippe GROSVALET,

Monsieur le sénateur, cher Yannick VAUGRENARD,

Madame la députée, chère Audrey DUFEU,

Mesdames et messieurs les élus,

Mesdames et messieurs les représentants des associations,

Mesdames et messieurs,

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui pour marquer ce Mois des Mémoires en cette année 2021 où nous célébrons les 20 ans de la loi Taubira.

C'est en effet il y a exactement vingt ans en ce jour que la loi portant reconnaissance de l'esclavage et de la traite comme crime contre l'humanité a été signée par Jacques CHIRAC, Lionel JOSPIN et les ministres de son gouvernement, et donc qu'elle est officiellement devenue une loi de la République.

Auparavant, elle avait été votée à l'unanimité des deux chambres de notre Parlement. Ce qui nous rappelle qu'il y a vingt ans la France était capable de se réunir pour reconnaître cette page de notre histoire, et ce n'est pas un message inutile à rappeler aujourd'hui.

Mais la loi TAUBIRA n'est pas juste un acte de reconnaissance. C'est aussi la base de la politique mémorielle de la France sur l'esclavage et ses héritages : elle a institué une journée nationale, le 10 mai, qui a depuis été complétée par le 23 mai, elle a créé un comité qui est devenu la Fondation, et enfin elle insiste sur le soutien à la recherche et la transmission de cette histoire

à l'école des priorités. Ce sont toujours des priorités aujourd'hui.

Pourquoi parler de l'esclavage aujourd'hui ?

L'esclavage colonial pratiqué par la France a été aboli il y a 173 ans. « C'était il y a très longtemps ». « Les temps étaient différents ». « Ne remuons pas ce passé ». « L'important c'est le présent et c'est l'avenir ».

C'est ce qu'on entend parfois quand il est question des commémorations de l'esclavage. Mais le passé est important, et on le voit bien quand les mêmes qui nous disent qu'il ne faut plus parler de l'esclavage qui a été aboli il y a 173 ans, nous disent qu'il faut célébrer Bonaparte qui est mort il y a 200 ans. Il faut parler des deux, car les deux font partie de notre histoire.

Dire notre passé est important car il nous raconte d'où l'on vient, et il nous aide à comprendre ce que nous sommes. Non pas parce que nous serions enfermés dans une identité immobile, la même depuis 2000 ans, mais justement pour réaliser le chemin que nous avons parcouru depuis des siècles : la France était une monarchie, elle est une République. La France était un

pays européen, elle est aujourd'hui présente sur tous les continents, même si elle n'a plus de colonies. La France pratiquait l'esclavage, elle l'a aboli, et l'histoire de cette abolition nous raconte les combats qu'il a fallu mener pour donner leur plein sens aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

L'esclavage fait partie de notre histoire. Nous ne pouvons pas comprendre ce qui fait la France d'aujourd'hui si nous ne connaissons pas cette histoire.

Nous le devons tout d'abord aux victimes de l'esclavage, à ces 4 millions de personnes qui ont connu ce régime inhumain dans les colonies françaises d'Amérique et de l'Océan Indien.

Près de 1,5 millions déportées d'Afrique. Les autres nées aux Antilles, en Guyane, à La Réunion.

Nous devons à ces 4 millions de victimes la reconnaissance de leurs souffrances, et le respect pour leur humanité.

Mais il faut aussi nous souvenir de l'esclavage car ses conséquences néfastes continuent de s'exercer aujourd'hui.

Pour tenir, ces sociétés reposaient sur la violence et sur des préjugés. C'est dans ces sociétés qu'est né le racisme anti-noirs et ses stéréotypes, pour justifier la violence et l'inhumanité de l'ordre esclavagiste et colonial.

Nous sommes aussi les héritiers de cela, quand les discriminations sur les origines, sur la couleur de peau, continuent de frapper des personnes en France aujourd'hui.

Cette réalité n'est pas un fantasme victimaire : il s'agit du premier motif de discriminations dans l'emploi et le logement aujourd'hui.

Cette réalité n'est pas non plus une importation américaine. Les racines du racisme que subissent les personnes noires en France sont dans notre histoire, dans l'histoire de l'esclavage et de la colonisation.

Mais les moyens de combattre le racisme et les discriminations sont aussi dans notre histoire, et ces commémorations sont l'occasion de le rappeler.

Car ce que nous commémorons aussi, c'est le combat des esclaves et des abolitionnistes pour l'émancipation, pour l'application réelle des principes de 1789 « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ».

Quand nous commémorons l'esclavage, nous nous souvenons aussi des révoltes d'esclaves, de la révolution de Toussaint Louverture à Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti, que beaucoup de personnes ont dû découvrir à la télévision grâce à l'émission de Stéphane BERN « Secrets d'Histoire ».

Parler de cette émission peut paraître anecdotique mais c'est au contraire essentiel, car pour construire une mémoire partagée, il faut l'école, et la Fondation se bat pour faire entrer Toussaint Louverture dans les programmes scolaires, il faut les chercheurs, les musées, les artistes, la culture populaire.

Il n'est pas normal que nous connaissions plus l'histoire de l'esclavage aux Etats-Unis, les champs de coton et le

Guerre de Sécession, que l'histoire de l'esclavage en France, avec la révolution haïtienne de Toussaint Louverture et ses compagnons qui après sa mort ont gagné l'indépendance en 1804.

Pour faire connaître cette histoire aux Français, il faut des films, des livres, des chansons, des spectacles et c'est pourquoi je me réjouis quand je vois des artistes ou des personnalités populaires s'en saisir pour la faire partager au plus grand nombre.

Mais la transmission de la mémoire de l'esclavage, c'est aussi une affaire de proximité.

Parce que nous portons tous une partie de cette histoire, parce que cette histoire forme l'histoire de la République, c'est partout qu'elle doit être honorée.

C'est le sens de ces monuments, qui inscrivent cette histoire dans notre environnement urbain, et Saint-Nazaire a été l'une des premières villes à le faire, il y a plus de trente ans déjà, avec ce mémorial destiné à honorer la mémoire des 450 000 personnes qui furent victimes de la traite du fait de l'activité du port de Nantes, là d'où partaient les bateaux pour l'Afrique, et là où ils

revenaient chargés des richesses des colonies américaines que le travail des esclaves avait permis de produire.

C'était un acte courageux à l'époque, et même d'avant-garde. Je m'en souviens et c'est pourquoi j'ai tenu à être là aujourd'hui, avec vous, en ma qualité de président de la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage, mais aussi en tant qu'ancien maire de Nantes et tout simplement en habitant de la Loire Atlantique.

Parce que si j'ai pu faire ce que j'ai fait à Nantes ensuite, puis comme parlementaire avec Christiane TAUBIRA, et aujourd'hui avec la Fondation, c'est parce que d'autres avant moi ont porté le combat de la mémoire.

Il a fallu des militants, et je salue les associations qui sont présentes avec nous aujourd'hui qui poursuivent ce combat, non pas seulement pendant les commémorations mais toute l'année.

Il a fallu aussi des collectivités qui répondent à ce combat, qui le reprennent et qui l'inscrivent dans le paysage, dans le territoire, dans notre vie de tous les jours. **C'est ce qu'a fait Saint-Nazaire en 1989, et c'est cet engagement**

que nous renouvelons aujourd'hui durant ce Mois des Mémoires et j'en suis très heureux.

Car c'est bien là le sens du Mois des Mémoires que la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage anime chaque année. Nous voulons que cette mémoire soit une mémoire en actes. Nous voulons qu'elle cesse d'être invisible. Nous voulons qu'elle rassemble toutes les Françaises et tous les Français et c'est ce que nous faisons aujourd'hui.

Il y a 32 ans, ce monument imaginé par Jean-Claude MAYO, qui est lui-même issu de cette histoire, a été une étape sur le chemin de la reconnaissance.

Alors que la République a depuis voté la loi TAUBIRA, alors qu'elle dédie depuis 2017 une journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage, alors qu'elle doit ériger prochainement au Jardin des Tuileries un mémorial en leur hommage, Saint-Nazaire l'avait déjà fait en 1989. Aujourd'hui, nous renouvelons ce geste et, avec cette rénovation, nous le prolongeons pour l'avenir.

Car si ce monument honore les victimes d'un passé terrible, son message d'unité et de fraternité est pour les générations futures.

Ce message est le message de la République et c'est lui qui nous rassemble aujourd'hui.

Je vous remercie.